

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1984 B 00144

Numéro SIREN : 328 591 847

Nom ou dénomination : AGRI OBTENTIONS

Ce dépôt a été enregistré le 02/08/2022 sous le numéro de dépôt 21723



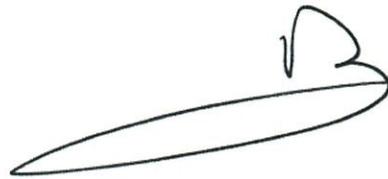
Agri Obtentions

Chemin de la Petite Minière

78280 GUYANCOURT

Comptes au 31/12/2021

Comptes certifiés conformes



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5
Règles et méthodes comptables	7

Annexes

Immobilisations	13
2055 - Amortissements	14
Provisions et dépréciations	15
Créances et dettes	16
Produits à recevoir	17
Charges à payer	18
Charges et produits constatés d'avance	19
Composition du capital social	20
Variation des capitaux propres	21
Eléments relevant de plusieurs postes de bilan	22
Affectation des résultats soumise à approbation de l'AG	23
Ventilation du chiffre d'affaires	24
Transfert de charges	25
Charges et produits exceptionnels	26
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun	27
Situation fiscale différée et latente	28
Effectif moyen	29
Filiales et participations	30

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	310 303	278 988	31 315	3 740
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	79 383		79 383	79 383
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	948 104		948 104	948 104
Constructions	6 813 284	4 966 224	1 847 060	1 823 370
Installations techniques, matériel, outillage	7 299 125	5 430 136	1 868 989	1 902 198
Autres immobilisations corporelles	571 869	536 576	35 293	27 080
Immobilisations en cours	16 440		16 440	16 440
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	113 257		113 257	113 097
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	733		733	1 533
Autres immobilisations financières	50 826		50 826	50 576
ACTIF IMMOBILISE	16 203 323	11 211 925	4 991 399	4 965 520
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	205 850		205 850	182 141
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	3 492 240	760 052	2 732 189	2 532 503
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 378		1 378	3 826
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	7 987 165	28 858	7 958 307	7 229 211
Autres créances	6 545 503		6 545 503	6 273 677
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	4 500 000		4 500 000	3 000 000
(dont actions propres :)				
Disponibilités	2 514 938		2 514 938	3 486 744
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	302 423		302 423	96 216
ACTIF CIRCULANT	25 549 496	788 910	24 760 587	22 804 318
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	41 752 820	12 000 834	29 751 985	27 769 838

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 4 578 784)	4 578 784	4 578 784
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 084 188	1 084 188
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	457 878	457 878
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	10 204 128	9 204 128
Report à nouveau	679 632	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 154 415	1 980 115
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	135 494	
CAPITAUX PROPRES	19 294 520	17 305 094
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	87 486	242 440
Provisions pour charges		
PROVISIONS	87 486	242 440
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	22	203 576
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 088 704	6 930 640
Dettes fiscales et sociales	2 511 173	2 454 670
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	26 618	22 366
Autres dettes	729 856	597 445
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	13 606	13 606
DETTES	10 369 979	10 222 304
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	29 751 985	27 769 838

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises	7 151 491	21 151	7 172 642	5 992 413
Production vendue de biens	5 609 366	2 864 742	8 474 108	8 920 034
Production vendue de services	221 992	42 847	264 838	519 454
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	12 982 849	2 928 740	15 911 589	15 431 901
Production stockée			5 942	-645 518
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			148 562	395 509
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 203 450	1 621 872
Autres produits			871	11 182
PRODUITS D'EXPLOITATION			17 270 414	16 814 947
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			3 824 095	3 503 559
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-23 709	66 547
Autres achats et charges externes			5 765 143	5 650 971
Impôts, taxes et versements assimilés			109 219	115 102
Salaires et traitements			3 177 855	3 052 203
Charges sociales			1 696 991	1 652 310
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			410 895	417 683
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			768 058	964 907
Dotations aux provisions			31 046	20 000
Autres charges			518 840	604 180
CHARGES D'EXPLOITATION			16 278 435	16 047 462
RESULTAT D'EXPLOITATION			991 979	767 484
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			75	79
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			376	375
Autres intérêts et produits assimilés			9 292	1 619
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			101	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			9 844	2 072
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			1 001	3 689
Différences négatives de change				80
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 001	3 769
RESULTAT FINANCIER			8 843	-1 697
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 000 823	765 787

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		15 877
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 500	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 500	15 877
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	17 054	8 845
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 859	
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	135 494	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	154 406	8 845
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-152 906	7 032
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-1 306 499	-1 207 296
TOTAL DES PRODUITS	17 281 758	16 832 895
TOTAL DES CHARGES	15 127 342	14 852 780
BENEFICE OU PERTE	2 154 415	1 980 115

REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Articles L123-12 à L123-28 du code de commerce)

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est de 29.751.985 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégagant un résultat de 2 154 415 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021, l'exercice précédent, clos le 31/12/2021, ayant également une durée de 12 mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.
Ces comptes annuels ont été établis le 12 mai 2022

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Plusieurs faits significatifs sont intervenus au cours de l'exercice 2021.

Après une année 2020 marquée par la forte diminution des exportations (-12,92 %), celles-ci ont retrouvé un niveau d'avant crise (+8,19 %).

Le Chiffre d'affaires a également été impacté par les mauvaises conditions climatiques et sanitaires. En effet, les volumes récoltés ont diminué entraînant un manque de disponible sur certaines espèces et une diminution du chiffre d'affaires (-10,56 %).

Nous pouvons également noter une forte augmentation du cours des céréales entraînant une augmentation du coût de production des semences. Cette forte augmentation nous a amené à provisionner pour hausse des prix d'un montant de 135 493 €.

L'exercice 2020 a également été marqué par le changement de Directeur Général, Vincent BEGUIER succédant à Louis FORET.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le début de la guerre en Ukraine le 24 février 2022 pourrait avoir des incidences sur le montant des royalties perçues par Agri-Obtentions dans le cadre des accords passés avec SYNGENTA.

REGLES DE BASE

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La société a constaté dans ses comptes des provisions pour risques correspondant aux risques inhérents à des problèmes de qualité sur les semences vendues ou ayant fait l'objet de réclamations de la part de ses clients. Compte tenu des éléments en sa possession à ce jour, l'entreprise a estimé son risque potentiel le plus probable pour les litiges à un montant de 31.046 € et a ainsi constitué une provision de ce montant.

Une provision pour risques sur des semences livrées au Danemark constatée au 31/12/2018 pour un montant de 166 000 € a été reprise sur l'exercice 2021.

Enfin, une provision pour risque d'un montant de 40.000 € a été constatée dans les comptes de l'exercice 2016 et correspond à un litige porté par sa filiale, la société ENTAV INTERNATIONAL. Compte tenu de l'enjeu financier, la participation dans le capital de cette société a été intégralement provisionnée. Ce risque est toujours latent au 31 décembre 2021. Cette provision a donc été maintenue

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES et CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

L'entreprise a opté pour l'application de la méthode simplifiée (choix proposé dans le cadre des nouvelles normes comptables applicables aux PME).

De ce fait, les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée prévue d'utilisation qui correspond à la valeur d'usage.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L=linéaire ; D=Dégressif ; E=Exceptionnel) :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES et INCORPORELLES	Durée	Mode
Logiciels	2 à 5 ans	L
Constructions	40 ans	L
Composants (toiture)	17 ans	L
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 15 ans	L
Install. générales, agencements et aménagements	3 à 10 ans	L
Matériel de transport	5 ans	L
Matériel de bureau et informatique	4 à 10 ans	L
Mobilier	5 à 10 ans	L

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Il s'agit de dépôts et cautionnements versés, de prêts au personnel et de participations.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence

STOCKS

Les stocks de matières premières et approvisionnements sont évalués selon la méthode PEPS (Premier Entré Premier Sortie)

Les stocks de produits intermédiaires et produits finis sont évalués suivant leur nature selon les critères suivants :

- Au prix d'achat culture majoré de 20 % correspondant à la valeur ajoutée de l'obteneur pour les produits finis ;
- Au prix d'achat culture pour les produits intermédiaires et déchets.

Pour les produits intermédiaires et finis, une provision pour dépréciation, égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour de réalisation, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Concernant les créances clients, une provision pour dépréciation peut être constatée pour tenir compte des éventuels risques d'irrecouvrabilité existants à la clôture de l'exercice.

Concernant la Contribution Volontaire Obligatoire (CVO), celle-ci est calculée sur les récoltes N-1. A la clôture de l'exercice, l'estimation n'est pas assez fiable pour comptabiliser un produit à recevoir

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Les transactions entre les parties liées sont conclues à des conditions normales du marché

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

C.I.C.E.

Compte tenu de la disparition du dispositif CICE, il n'a pas été comptabilisé de provision au titre de ce dispositif.

INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

Les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite du personnel en activité font l'objet d'une évaluation actuarielle. Les droits acquis par les salariés au titre des indemnités futures de fin de carrière ont été déterminés en fonction de l'âge et de l'ancienneté de chaque salarié par application d'une méthode tenant compte d'hypothèses d'évolution de salaires, d'espérance de vie et de taux de rotation du personnel.

L'engagement a été calculé sur la base des éléments suivants :

- Méthode retenue : Méthode rétrospective des unités de crédit projetées ;
 - Accord collectif retenu : Statut du personnel applicable dans l'entreprise. Cet accord d'entreprise prévoit que le salarié qui part à la retraite (départ volontaire ou mise à la retraite) perçoit une indemnité de départ d'un montant de 1/10^{ème} de mois par année d'ancienneté ;
 - Taux d'évolution des salaires : 1.50 % ;
 - Taux d'actualisation PIDR : 0,96 %
 - Age départ à la retraite : 65 à 67 ans suivant l'année de naissance du salarié
-
- Taux de rotation du personnel : faible ;
 - Table de mortalité : INSEE 2017 ;
 - Taux de charges sociales : 60,15 % pour les cadres et 53,99% pour les techniciens.

L'engagement retraite ainsi calculé au 31 décembre 2021, en prenant en compte les mouvements de personnel de l'exercice, s'élève à 362 934 €

HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice ne concerne que les honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes soit la somme de 33 000 €

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice

CHANGEMENTS DE METHODE DE PRESENTATION

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice

Annexes

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	376 059		40 686
Terrains	948 104		
	Dont composants		
Constructions sur sol propre	6 129 803		
Constructions sur sol d'autrui	419 034		105 706
Const. Install. générales, agenc., aménag.	158 741		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	7 114 130		268 842
Installations générales, agenc., aménag.	267 227		
Matériel de transport	63 694		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	213 508		23 788
Emballages récupérables et divers	5 580		
Immobilisations corporelles en cours	16 440		
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 336 260		398 336
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	113 097		160
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	52 109		250
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	165 206		410
TOTAL GENERAL	15 877 525		439 432

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		27 060	389 686	
Terrains			948 104	
Constructions sur sol propre			6 129 803	
Constructions sur sol d'autrui			524 740	
Constructions, installations générales, agenc.			158 741	
Installations techn., matériel et outillages ind.		83 847	7 299 125	
Installations générales, agencements divers			267 227	
Matériel de transport			63 694	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 927	235 368	
Emballages récupérables et divers			5 580	
Immobilisations corporelles en cours			16 440	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		85 774	15 648 822	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			113 257	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		800	51 559	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		800	164 815	
TOTAL GENERAL		113 634	16 203 323	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	292 936	13 112	27 059	278 988
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	292 936	13 112	27 059	278 988
Terrains				
Constructions sur sol propre	4 716 717	54 465		4 771 182
Constructions sur sol d'autrui	144 058	20 128	-1	164 186
Constructions installations générales, agenc., aménag.	23 434	7 422		30 856
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 211 932	302 053	83 849	5 430 136
Installations générales, agenc. et aménag. divers	256 598	1 620		258 218
Matériel de transport	63 694			63 694
Matériel de bureau et informatique, mobilier	201 058	11 140	68	212 130
Emballages récupérables, divers	1 579	956		2 535
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10 619 069	397 784	83 916	10 932 936
TOTAL GENERAL	10 912 005	410 895	110 975	11 211 925

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

Frais établis.

Fonds Cial

Autres. INC.

INCORPOREL.

Terrains

Construct.

- sol propre

- sol autrui

- installations

Install. Tech.

Install. Gén.

Mat. Transp.

Mat bureau

Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler

Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix		135 494		135 494
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES		135 494		135 494
Provisions pour litiges	202 440	31 046	186 000	47 486
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	40 000			40 000
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	242 440	31 046	186 000	87 486
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	953 795	760 052	953 795	760 052
Dépréciations comptes clients	22 327	8 006	1 476	28 858
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	976 123	768 058	955 271	788 910
TOTAL GENERAL	1 218 563	934 598	1 141 271	1 011 889
Dotations et reprises d'exploitation		799 104	1 141 271	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		135 494		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	733	733	
Autres immobilisations financières	50 826		50 826
Clients douteux ou litigieux	34 779	34 779	
Autres créances clients	7 952 386	7 952 386	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	16 586	651	15 935
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	11 270	11 270	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	5 338 505	5 338 505	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	1 173 452	1 173 452	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	4 800	4 800	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	890	890	
Charges constatées d'avance	302 423	302 423	
TOTAL GENERAL	14 886 650	14 819 889	66 761

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice 800

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	7 088 704	7 088 704		
Personnel et comptes rattachés	694 292	694 292		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	843 856	843 856		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	939 286	939 286		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	33 739	33 739		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	26 618	26 618		
Groupe et associés	22	22		
Autres dettes	729 856	729 856		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	13 606	13 606		
TOTAL GENERAL	10 369 979	10 369 979		

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	Clients factures a etablr	89 879,68	81 270,44	8 609,24
418101	Clients factures a etablr COV INRA	4 342 035,02	4 635 238,09	-293 203,07
418103	Clients fact a etablr COV TIERS	94 859,29	74 753,56	20 105,73
418104	Clients fac a etablr COV AO	1 152 904,81	460 852,01	692 052,80
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		5 679 678,80	5 252 114,10	427 564,70
AUTRES CREANCES				
409800	Fournis rabais avoir non recus	890,16	1 461,69	-571,53
448700	Etat - produit a recevoir	4 800,00		4 800,00
468700	Divers - produits a recevoir		10 871,94	-10 871,94
TOTAL AUTRES CREANCES		5 690,16	12 333,63	-6 643,47
BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS				
518700	Interets courus a recevoir	10 392,18	1 099,98	9 292,20
TOTAL BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS		10 392,18	1 099,98	9 292,20
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		5 695 761,14	5 265 547,71	430 213,43

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
408100	Fournis factures non parvenues	774 868,36	1 149 001,98	-374 133,62
408101	Frs fact non parvenues redev. COV	4 536 685,84	4 603 874,59	-67 188,75
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		5 311 554,20	5 752 876,57	-441 322,37
AUTRES DETTES				
419800	Clients rabais. avoir a etablir	88 944,26	14 309,41	74 634,85
455800	Compte courant Associés Intérêts co		3 556,16	-3 556,16
TOTAL AUTRES DETTES		88 944,26	17 865,57	71 078,69
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	Personnel-det.prov.conge a payer	201 120,97	210 253,23	-9 132,26
428600	Personnel-autres charges a payer	489 800,00	476 452,40	13 347,60
438200	Org.soc.charg. s/conges a payer	98 871,07	107 124,02	-8 252,95
438600	Org.soc./autre charges a payer	157 213,68	113 340,44	43 873,24
448600	Etat - charges a payer	4 086,40	4 060,00	26,40
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		951 092,12	911 230,09	39 862,03
TOTAL CHARGES A PAYER		6 351 590,58	6 681 972,23	-330 381,65

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	Charges constatees d'avance	302 423,08	96 215,91	206 207,17
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		302 423,08	96 215,91	206 207,17
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
487000	Produits constatés d'avance	-13 606,23	-13 606,23	
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-13 606,23	-13 606,23	

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	286 174			16
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		17 305 094
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		17 305 094
Variations en cours d'exercice		En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		1 000 000
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		135 494
Autres variations	1 980 115	679 632
Résultat de l'exercice		2 154 415
SOLDE		1 989 426
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		19 294 520

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations		40 000	
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés		110 904	
Autres créances			
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		10 789	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

1 - Origine	Montant
Report à nouveau antérieur	679 632
Résultat de l'exercice	2 154 415
dont résultat courant après impôts :	
Prélèvements sur les réserves	
TOTAL	2 834 047

2 - Affectations	Montant
Réserve légale	
Réserve spéciale de plus-values à long terme	
Autres réserves	2 154 415
Dividendes	
Autres répartitions :	
Report à nouveau	679 632
TOTAL	2 834 047

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	%
Licences Végétales	7 151 491	21 151	7 172 642	5 992 413	19,70 %
Ventes de Semences	5 609 366	2 864 742	8 474 108	8 920 034	-5,00 %
Ventes de services	221 992	42 847	264 838	519 454	-49,02 %

TOTAL	12 982 849	2 928 740	15 911 589	15 431 901	3,11 %
--------------	-------------------	------------------	-------------------	-------------------	---------------

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
REMBOURSEMENTS ASSURANCES	28 477	791
REMBOURSEMENT SUET	9 927	791
REFACTURATION ESSAIS	3 500	791
REFACTURATION PROTECTION	19 746	791
AUTRES TRANSFERTS DE CHARGES	528	791
TOTAL	62 179	

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
--------------------	---------	----------------------

INDEMNISATIONS LITIGES SEMENCES	17 054	671800
VNC TABLETTE VOLEE	1 859	675200
PROVISION POUR HAUSSE DES PRIX	135 494	687300

TOTAL	154 406	
--------------	----------------	--

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
---------------------	---------	----------------------

PRODUIT CESSION IMMOBILISATION JOIRIS	1 500	775200
---------------------------------------	-------	--------

TOTAL	1 500	
--------------	--------------	--

Affaires bénéficiaires	Résultat global	Résultat transféré
------------------------	-----------------	--------------------

--	--	--

TOTAL		
--------------	--	--

Affaires déficitaires	Résultat global	Résultat transféré
-----------------------	-----------------	--------------------

--	--	--

TOTAL		
--------------	--	--

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	11 343
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	31 046
TOTAL ALLEGEMENTS	
42 389	
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	
-42 389	
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	163 591
Moins-values à long terme	
163 591	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	
-163 591	

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	17	
Agents de Maîtrise, Techniciens	47	
Ouvriers, Employés	13	
TOTAL	76	

Denomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute	Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid.encaiss.	Val. nette	Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)						
ENTAV INTERNATIONAL	100 000	40		40 000		28 362
Domaine de l'Espiguette 30 GRAU du ROI	503 752					51 769
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
<hr/>						
PARTICIPATIONS (10 à 50%)						
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
<hr/>						
AUTRES PARTICIPATIONS						
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				

AGRI OBTENTIONS

Société anonyme au capital de 4.578.784 euros
Siège social : Chemin de la petite Minière – 78280 Guyancourt
328 591 847 RCS VERSAILLES

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

EN DATE DU 23 JUIN 2022

L'an deux mille vingt-deux,
Le vingt-trois juin à onze heures,

Les actionnaires de la société AGRI OBTENTIONS se sont réunis en Assemblée Générale Mixte, au siège social et par visioconférence, sur convocation faite par le Conseil d'administration.

Il a été établi une feuille de présence à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés et les formulaires de vote par correspondance. Mention y est également faite des actionnaires participant à la présente assemblée par une conférence téléphonique ou audiovisuelle et réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

Monsieur Olivier LE GALL préside la séance en sa qualité de Président du conseil d'administration.

Est scrutateur de l'Assemblée le membre disposant du plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction : l'INRAE représenté par Monsieur Jean-Baptiste HERVOUET.

Monsieur Stéphane MOREAU est désigné comme Secrétaire de séance.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du Bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent **286 169 actions** sur les 286.174 actions formant le capital social.

En conséquence, l'assemblée générale, réunissant le quorum requis statutairement d'au moins le quart (1/4) des actions ayant le droit de vote, peut valablement délibérer.

La société KPMG SA représentée par M. Yves Delmas, Commissaire aux comptes, régulièrement convoquée, participe à la présente Assemblée par visioconférence.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- la feuille de présence à l'Assemblée, les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires ainsi que les formulaires de vote par correspondance,
- les copies des lettres de convocation adressées aux actionnaires,
- la copie de la lettre de convocation du Commissaire aux comptes avec l'avis de réception,
- les statuts de la société et le projet de statuts modifiés,
- les comptes annuels et l'inventaire de l'exercice écoulé,
- le rapport de gestion du conseil d'administration et annexes,
- les rapports du Commissaire aux comptes,
- le texte des projets de résolutions proposés à l'Assemblée.

Le Président déclare que tous les documents et renseignements, prévus par la loi et les règlements, ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
- Affectation du résultat de l'exercice et fixation du dividende ;
- Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions et engagements réglementées ;
- Renouvellement de KPMG S.A. aux fonctions de Commissaire aux Comptes titulaire ;
- Non-renouvellement et non-remplacement de SALUSTRO REYDEL aux fonctions de Commissaire aux Comptes suppléant,
- Renouvellement de Monsieur Philippe LENEÉ en qualité d'administrateur ;
- Non renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Fabrice MARTY,
- Nomination de [●] en qualité de nouvel administrateur,

- **A caractère extraordinaire**

- Mise en harmonie des statuts ;
- [...]
- Pouvoirs en vue des formalités.

Le Président donne lecture du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport d'activité.

Puis, il fait donner lecture des rapports du commissaire aux comptes.

Enfin, la discussion est ouverte.

[...]

Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

A caractère ordinaire

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du conseil d'administration et du Commissaire aux Comptes, approuve les comptes annuels arrêtés à la date du 31 décembre 2021 tels qu'ils ont été présentés, se soldant par un bénéfice de 2 154 415,15 euros ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 du code général des impôts qui s'élèvent à un montant global de 38 179 € ainsi que l'impôt correspondant.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VOIX POUR : **286 169**

VOIX CONTRE : -

ABSTENTION : -

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2021, s'élevant à 2 154 415,15 €, de la manière suivante :

Origine :		
Bénéfice de l'exercice	2 154 415,15	€
Affectation :		
Autres réserves	1 853 932,45	€
Dividendes	300 482.70	€

L'Assemblée Générale constate que le dividende global brut revenant à chaque action est fixé à 1,05 euros.

Il est rappelé que pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, ce dividende est assujéti à l'imposition forfaitaire unique au taux global de 30%, sauf si elles optent à l'imposition de ces revenus au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans ce dernier cas, l'intégralité du montant ainsi distribué sera éligible à la réfaction de 40 % résultant des dispositions de l'article 158 3-2° du Code général des impôts

Le paiement des dividendes sera effectué à compter du 23 juin 2022.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, le tableau ci-après fait état du montant des dividendes et autres revenus distribués au titre des trois précédents exercices, ainsi que de leur éventuelle éligibilité à la réfaction de 40 % résultant des dispositions de l'article 158 3-2° du Code général des impôts bénéficiant, le cas échéant, aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France :

Exercice clos le	Revenus éligibles à la réfaction résultant de l'article 158-3-2° du CGI		Revenue <u>non</u> éligibles à la réfaction résultant de l'article 158-3-2° du CGI	
	Dividendes	Autres revenus	Dividendes	Autres revenus
2018	0 €	-	-	-
2019	0 €	-	-	-
2020	300.482,70 €	-	-	-

Cette résolution est adoptée.

VOIX POUR : **286 160**

VOIX CONTRE : **9**

ABSTENTION : -

TROISIEME RESOLUTION

Statuant sur le rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés qui lui a été présenté, l'assemblée générale approuve et, le cas échéant, ratifie les conventions nouvelles conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 qui y sont mentionnées conformément aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce.

Cette résolution est adoptée.

VOIX POUR : **9**

VOIX CONTRE : -

ABSTENTION : **286 160**

QUATRIEME RESOLUTION

Sur proposition du Conseil d'administration, l'assemblée générale, renouvelle le cabinet KPMG SA, dont le mandat arrive à échéance à l'issue de la présente Assemblée, aux fonctions de Commissaire aux Comptes titulaire pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle à tenir dans l'année 2028 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Le cabinet KPMG SA a déclaré accepter ses fonctions.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité, étant observé que l'actionnaire intéressé s'est abstenu de prendre part au vote.

VOIX POUR : **286160**

VOIX CONTRE : -

ABSTENTION : **9**

CINQUIEME RESOLUTION

KPMG SA, Commissaire aux Comptes titulaire, n'étant ni une personne physique, ni une société unipersonnelle, l'assemblée générale décide, conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 dite loi Sapin II, de ne pas renouveler et de ne pas remplacer la société SALUSTRO REYDEL, en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VOIX POUR : 286 169

VOIX CONTRE : -

ABSTENTION : -

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler Monsieur Philippe LENEÉ en qualité d'administrateur, pour une durée de quatre années, venant à expiration à l'issue de l'assemblée tenue dans l'année 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VOIX POUR : **286 169**

VOIX CONTRE : -

ABSTENTION : -

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Fabrice MARTY arrive à échéance à l'issue de la présente assemblée, décide de ne pas le renouveler dans ses fonctions d'administrateur.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VOIX POUR : **286 169**

VOIX CONTRE : -

ABSTENTION : -

[...]

A caractère extraordinaire :

NEUVIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide :

1) Concernant le rôle du Conseil d'Administration

- de mettre en harmonie de l'article 20 I alinéa 1 des statuts avec les dispositions de l'article L. 225-35 al. 1 du Code de commerce tel que modifié par la loi n°2019-744 du 19 juillet 2019,
- de modifier en conséquence comme suit l'article 20 I alinéa 1 des statuts, le reste de l'article demeurant inchangé :

« Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité ».

2) Concernant la possibilité pour le conseil d'administration de prendre certaines décisions par voie de consultation écrite

- de mettre en harmonie l'article 19 IV des statuts de la société afin de prévoir, conformément à la faculté prévue à l'article L. 225-37 du Code de commerce tel que modifié par la loi n°2019-744 du 19 juillet 2019, de prévoir la possibilité pour les administrateurs de prendre par voie de consultation écrite les décisions relevant des attributions propres du conseil d'administration prévues à l'article L. 225-24, au dernier alinéa de l'article L. 225-35, au second alinéa de l'article L. 225-36 et au I de l'article L. 225-103 ainsi que les décisions de transfert du siège social dans le même département,
- de modifier en conséquence l'article 19 IV des statuts de la société en insérant un troisième alinéa nouveau après le deuxième alinéa, le reste de l'article demeurant inchangé :

« Les décisions relevant des attributions propres du conseil d'administration limitativement énumérées par les textes en vigueur peuvent être prises par consultation écrite des administrateurs ».

3) Concernant la rémunération des administrateurs

- de mettre en harmonie les articles 23 alinéas 1 et 2 et 29 I alinéa 11 des statuts de la société avec les dispositions de l'article L. 225-45 du Code de commerce tel que modifié par la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 (dite « loi Pacte ») qui a supprimé la notion de jetons de présence,
- de modifier en conséquence et comme suit :
 - l'article 23 alinéas 1 et 2 des statuts, le reste de l'article demeurant inchangé :

« L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité une somme fixe annuelle, que cette assemblée détermine sans être liée par des décisions antérieures. Le montant de celle-ci est porté aux charges d'exploitation.

Le conseil d'administration répartit librement entre ses membres les sommes globales allouées aux administrateurs ; il peut notamment allouer aux administrateurs, membres des comités d'études, une part supérieure à celle des autres administrateurs. »

- l'article 29 I alinéa 11 des statuts, le reste de l'article demeurant inchangé :
« Elle fixe le montant de la rémunération allouée aux administrateurs »

4) Concernant le calcul de la majorité en Assemblée

- de mettre en harmonie la dernière phrase de l'article 30 II des statuts et le dernier alinéa de l'article 32 avec les dispositions de l'article L. 225-96 alinéa 3 du Code de commerce tel que modifié par la loi n°2019-744 du 19 juillet 2019, la majorité requise pour l'adoption des décisions des assemblées étant désormais déterminée en fonction des seules « voix exprimées » par les actionnaires présents ou représentés ;

- de modifier en conséquence comme suit
 - o la dernière phrase de l'article 30 II des statuts, le reste de l'article demeurant inchangé :

« Elle statue à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés, étant précisé que les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul »

- o le dernier alinéa de l'article 32 des statuts, le reste de l'article demeurant inchangé :

« Elles statuent à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés ».

Cette résolution est adoptée.

VOIX POUR : **286 160**

VOIX CONTRE : -

ABSTENTION : 9

DIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, donne tous pouvoirs au conseil afin de mettre les statuts de la société en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine assemblée générale extraordinaire.

Cette résolution est adoptée.

VOIX POUR : **286 169**

VOIX CONTRE : -

ABSTENTION : -

ONZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité requises par la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

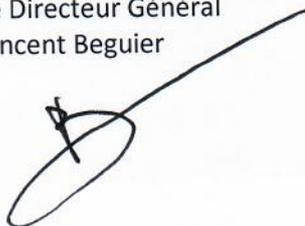
VOIX POUR : **286 169**

VOIX CONTRE : -

ABSTENTION : -

* * *

Pour extrait certifié conforme
Le Directeur Général
Vincent Beguier





KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Agri Obtentions S.A

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Agri Obtentions S.A

Chemin de la Petite Minière 78280 GUYANCOURT

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de
droit anglais ("private company limited
by guarantee").

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Agri Obtentions S.A

Chemin de la Petite Minière 78280 GUYANCOURT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'assemblée générale de la société Agri Obtentions S.A,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Agri Obtentions S.A relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement

s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 31 mai 2022

KPMG SA

Yves DELMAS

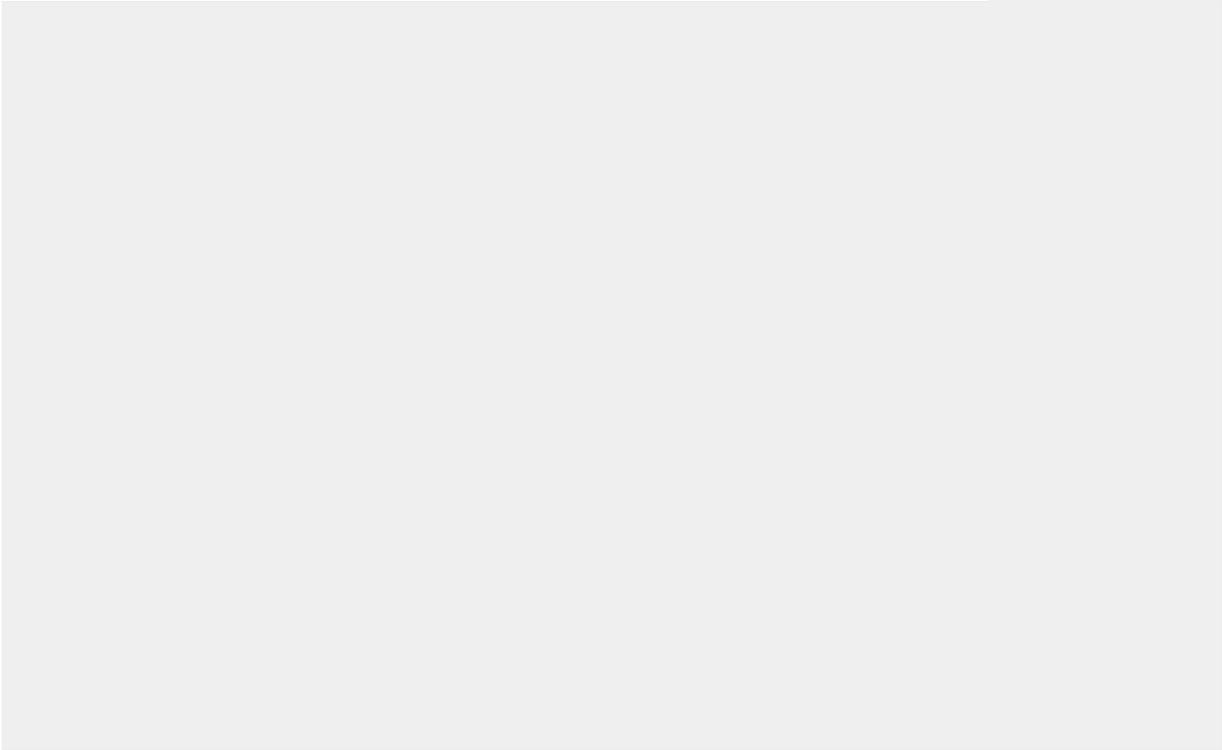
Associé

Agri Obtentions

Chemin de la Petite Minière

78280 GUYANCOURT

Comptes au 31/12/2021



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	2
Bilan - Passif	3
Compte de résultat 1ère partie	4
Compte de résultat 2ème partie	5

Détail des comptes

Détail des comptes - Actif	7
Détail des comptes - Passif	12
Détail des comptes - Charges	15
Détail des comptes - Produits	22

Annexes

Règles et méthodes comptables	25
-------------------------------	----

Information Bilan & Résultat

Immobilisations	31
Amortissements	32
Provisions et dépréciations	33
Créances et dettes	34
Produits à recevoir	35
Charges à payer	36
Charges et produits constatés d'avance	37
Composition du capital social	38
Variation des capitaux propres	39
Eléments relevant de plusieurs postes de bilan	40
Affectation des résultats soumise à approbation de l'AG	41
Ventilation du chiffre d'affaires	42
Transfert de charges	43
Charges et produits exceptionnels	44
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun	45
Situation fiscale différée et latente	46
Effectif moyen	47
Filiales et participations	48

Etats Fiscaux complémentaires

2058A - Détermination du résultat fiscal	50
2058B - Déficit indemnités pour congés et provisions non déductibles	51
2058C - Affectation du résultat et renseignements divers	52
2059E - Détermination de la valeur ajoutée	53
Résultat des 5 derniers exercices	54

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	310 303	278 988	31 315	3 740
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	79 383		79 383	79 383
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	948 104		948 104	948 104
Constructions	6 813 284	4 966 224	1 847 060	1 823 370
Installations techniques, matériel, outillage	7 299 125	5 430 136	1 868 989	1 902 198
Autres immobilisations corporelles	571 869	536 576	35 293	27 080
Immobilisations en cours	16 440		16 440	16 440
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	113 257		113 257	113 097
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	733		733	1 533
Autres immobilisations financières	50 826		50 826	50 576
ACTIF IMMOBILISE	16 203 323	11 211 925	4 991 399	4 965 520
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	205 850		205 850	182 141
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	3 492 240	760 052	2 732 189	2 532 503
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 378		1 378	3 826
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	7 987 165	28 858	7 958 307	7 229 211
Autres créances	6 545 503		6 545 503	6 273 677
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	4 500 000		4 500 000	3 000 000
Disponibilités	2 514 938		2 514 938	3 486 744
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	302 423		302 423	96 216
ACTIF CIRCULANT	25 549 496	788 910	24 760 587	22 804 318
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	41 752 820	12 000 834	29 751 985	27 769 838

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 4 578 784)	4 578 784	4 578 784
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 084 188	1 084 188
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	457 878	457 878
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	10 204 128	9 204 128
Report à nouveau	679 632	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 154 415	1 980 115
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	135 494	
CAPITAUX PROPRES	19 294 520	17 305 094
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	87 486	242 440
Provisions pour charges		
PROVISIONS	87 486	242 440
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	22	203 576
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 088 704	6 930 640
Dettes fiscales et sociales	2 511 173	2 454 670
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	26 618	22 366
Autres dettes	729 856	597 445
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	13 606	13 606
DETTES	10 369 979	10 222 304
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	29 751 985	27 769 838

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Redevances Licences	7 151 491	21 151	7 172 642	5 992 413
Ventes de Semences	5 609 366	2 864 742	8 474 108	8 920 034
Production vendue de services	221 992	42 847	264 838	519 454
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	12 982 849	2 928 740	15 911 589	15 431 901
Production stockée			5 942	(645 518)
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			148 562	395 509
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 203 450	1 621 872
Autres produits			871	11 182
PRODUITS D'EXPLOITATION			17 270 414	16 814 947
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			3 824 095	3 503 559
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			(23 709)	66 547
Autres achats et charges externes			5 765 143	5 650 971
Impôts, taxes et versements assimilés			109 219	115 102
Salaires et traitements			3 177 855	3 052 203
Charges sociales			1 696 991	1 652 310
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			410 895	417 683
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			768 058	964 907
Dotations aux provisions			31 046	20 000
Autres charges			518 840	604 180
CHARGES D'EXPLOITATION			16 278 435	16 047 462
RESULTAT D'EXPLOITATION			991 979	767 484
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			75	79
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			376	375
Autres intérêts et produits assimilés			9 292	1 619
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			101	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			9 844	2 072
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			1 001	3 689
Différences négatives de change				80
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 001	3 769
RESULTAT FINANCIER			8 843	(1 697)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 000 823	765 787

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		15 877
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 500	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 500	15 877
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	17 054	8 845
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 859	
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	135 494	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	154 406	8 845
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-152 906	7 032
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-1 306 499	-1 207 296
TOTAL DES PRODUITS	17 281 758	16 832 895
TOTAL DES CHARGES	15 127 342	14 852 780
BENEFICE OU PERTE	2 154 415	1 980 115

REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Articles L123-12 à L123-28 du code de commerce)

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est de 29.751.985 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 2 154 415 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021, l'exercice précédent, clos le 31/12/2021, ayant également une durée de 12 mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Ces comptes annuels ont été établis le 12 mai 2022

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Plusieurs faits significatifs sont intervenus au cours l'exercice 2021.

Après une année 2020 marquée par la forte diminution des exportations (-12,92 %), celles-ci ont retrouvé un niveau d'avant crise (+8 19 %).

Le Chiffre d'affaires a également été impacté par les mauvaises conditions climatiques et sanitaires. En effet, les volumes récoltés ont diminué entraînant un manque de disponible sur certaines espèces et une diminution du chiffre d'affaires (-10,56 %).

Nous pouvons également noter une forte augmentation du cours des céréales entraînant une augmentation du coût de production des semences. Cette forte augmentation nous a amené une provision pour hausse des prix d'un montant de 135 493 €.

L'exercice 2020 a également été marqué par le changement de Directeur Général, Vincent BEGUIER succédant à Louis FORET.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le début de la guerre en Ukraine le 24 février 2022 pourrait avoir des incidences sur le montant des royalties perçues par Agri-Obtentions dans le cadre des accords passés avec SYNGENTA.

REGLES DE BASE

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La société a constaté dans ses comptes des provisions pour risques correspondant aux risques inhérents à des problèmes de qualité sur les semences vendues ou ayant fait l'objet de réclamations de la part de ses clients. Compte tenu des éléments en sa possession à ce jour, l'entreprise a estimé son risque potentiel le plus probable pour les litiges à un montant de 31.046 € et a ainsi constitué une provision de ce montant.

Une provision pour risques sur des semences livrées au Danemark constatée au 31/12/2018 pour un montant de 166 000 € a été reprise sur l'exercice 2021.

Enfin, une provision pour risque d'un montant de 40.000 € a été constatée dans les comptes de l'exercice 2016 et correspond à un litige porté par sa filiale, la société ENTAV INTERNATIONAL. Compte tenu de l'enjeu financier, la participation dans le capital de cette société a été intégralement provisionnée. Ce risque est toujours latent au 31 décembre 2021. Cette provision a donc été maintenue

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES et CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

L'entreprise a opté pour l'application de la méthode simplifiée (choix proposé dans le cadre des nouvelles normes comptables applicables aux PME).

De ce fait, les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée prévue d'utilisation qui correspond à la valeur d'usage.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L=linéaire ; D=Dégressif ; E=Exceptionnel) :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES et INCORPORELLES	Durée	Mode
Logiciels	2 à 5 ans	L
Constructions	40 ans	L
Composants (toiture)	17 ans	L
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 15 ans	L
Install. générales, agencements et aménagements	3 à 10 ans	L
Matériel de transport	5 ans	L
Matériel de bureau et informatique	4 à 10 ans	L
Mobilier	5 à 10 ans	L

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Il s'agit de dépôts et cautionnements versés, de prêts au personnel et de participations.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence

STOCKS

Les stocks de matières premières et approvisionnements sont évalués selon la méthode PEPS (Premier Entré Premier Sortie)

Les stocks de produits intermédiaires et produits finis sont évalués suivant leur nature selon les critères suivants :

- Au prix d'achat culture majoré de 20 % correspondant à la valeur ajoutée de l'obteneur pour les produits finis ;
- Au prix d'achat culture pour les produits intermédiaires et déchets.

Pour les produits intermédiaires et finis, une provision pour dépréciation, égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour de réalisation, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Concernant les créances clients, une provision pour dépréciation peut être constatée pour tenir compte des éventuels risques d'irrecouvrabilité existants à la clôture de l'exercice.

Concernant la Contribution Volontaire Obligatoire (CVO), celle-ci est calculée sur les récoltes N-1. A la clôture de l'exercice, l'estimation n'est pas assez fiable pour comptabiliser un produit à recevoir

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Les transactions entre les parties liées sont conclues à des conditions normales du marché

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

C.I.CE.

Compte tenu de la disparition du dispositif CICE, il n'a pas été comptabilisé de provision au titre de ce dispositif.

INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

Les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite du personnel en activité font l'objet d'une évaluation actuarielle. Les droits acquis par les salariés au titre des indemnités futures de fin de carrière ont été déterminés en fonction de l'âge et de l'ancienneté de chaque salarié par application d'une méthode tenant compte d'hypothèses d'évolution de salaires, d'espérance de vie et de taux de rotation du personnel.

L'engagement a été calculé sur la base des éléments suivants :

- Méthode retenue : Méthode rétrospective des unités de crédit projetées ;
 - Accord collectif retenu : Statut du personnel applicable dans l'entreprise. Cet accord d'entreprise prévoit que le salarié qui part à la retraite (départ volontaire ou mise à la retraite) perçoit une indemnité de départ d'un montant de 1/10^{ème} de mois par année d'ancienneté ;
 - Taux d'évolution des salaires : 1.50 % ;
 - Taux d'actualisation PIDR : 0,96 %
 - Age départ à la retraite : 65 à 67 ans suivant l'année de naissance du salarié
-
- Taux de rotation du personnel : faible ;
 - Table de mortalité : INSEE 2017 ;
 - Taux de charges sociales : 60,15 % pour les cadres et 53,99% pour les techniciens.

L'engagement retraite ainsi calculé au 31 décembre 2021, en prenant en compte les mouvements de personnel de l'exercice, s'élève à 362 934 €

HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice ne concerne que les honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes soit la somme de 33 000 €

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice

CHANGEMENTS DE METHODE DE PRESENTATION

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice

INFORMATIONS BILAN et RESULTAT

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	376 059		40 686
Terrains	948 104		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	6 129 803		
Constructions sur sol d'autrui	419 034		105 706
Const. Install. générales, agenc., aménag.	158 741		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	7 114 130		268 842
Installations générales, agenc., aménag.	267 227		
Matériel de transport	63 694		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	213 508		23 788
Emballages récupérables et divers	5 580		
Immobilisations corporelles en cours	16 440		
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 336 260		398 336
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	113 097		160
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	52 109		250
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	165 206		410
TOTAL GENERAL	15 877 525		439 432

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		27 060	389 686	
Terrains			948 104	
Constructions sur sol propre			6 129 803	
Constructions sur sol d'autrui			524 740	
Constructions, installations générales, agenc.			158 741	
Installations techn., matériel et outillages ind.	83 847		7 299 125	
Installations générales, agencements divers			267 227	
Matériel de transport			63 694	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 927		235 368	
Emballages récupérables et divers			5 580	
Immobilisations corporelles en cours			16 440	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		85 774	15 648 822	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			113 257	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		800	51 559	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		800	164 815	
TOTAL GENERAL		113 634	16 203 323	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	292 936	13 112	27 059	278 988
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	292 936	13 112	27 059	278 988
Terrains				
Constructions sur sol propre	4 716 717	54 465		4 771 182
Constructions sur sol d'autrui	144 058	20 128	-1	164 186
Constructions installations générales, agenc., aménag.	23 434	7 422		30 856
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 211 932	302 053	83 849	5 430 136
Installations générales, agenc. et aménag. divers	256 598	1 620		258 218
Matériel de transport	63 694			63 694
Matériel de bureau et informatique, mobilier	201 058	11 140	68	212 130
Emballages récupérables, divers	1 579	956		2 535
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10 619 069	397 784	83 916	10 932 936
TOTAL GENERAL	10 912 005	410 895	110 975	11 211 925

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix		135 494		135 494
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES		135 494		135 494
Provisions pour litiges	202 440	31 046	186 000	47 486
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	40 000			40 000
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	242 440	31 046	186 000	87 486
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	953 795	760 052	953 795	760 052
Dépréciations comptes clients	22 327	8 006	1 476	28 858
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	976 123	768 058	955 271	788 910
TOTAL GENERAL	1 218 563	934 598	1 141 271	1 011 889
Dotations et reprises d'exploitation		799 104	1 141 271	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		135 494		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	733	733	
Autres immobilisations financières	50 826		50 826
Clients douteux ou litigieux	34 779	34 779	
Autres créances clients	7 952 386	7 952 386	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	16 586	651	15 935
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	11 270	11 270	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	5 338 505	5 338 505	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	1 173 452	1 173 452	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	4 800	4 800	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	890	890	
Charges constatées d'avance	302 423	302 423	
TOTAL GENERAL	14 886 650	14 819 889	66 761

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	800
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	7 088 704	7 088 704		
Personnel et comptes rattachés	694 292	694 292		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	843 856	843 856		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	939 286	939 286		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	33 739	33 739		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	26 618	26 618		
Groupe et associés	22	22		
Autres dettes	729 856	729 856		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	13 606	13 606		
TOTAL GENERAL	10 369 979	10 369 979		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	Clients factures a etablr	89 879,68	81 270,44	8 609,24
418101	Clients factures a etablr COV INRA	4 342 035,02	4 635 238,09	-293 203,07
418103	Clients fact a etablr COV TIERS	94 859,29	74 753,56	20 105,73
418104	Clients fac a etablr COV AO	1 152 904,81	460 852,01	692 052,80
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		5 679 678,80	5 252 114,10	427 564,70
AUTRES CREANCES				
409800	Fournis rabais avoir non recus	890,16	1 461,69	-571,53
448700	Etat - produit a recevoir	4 800,00		4 800,00
468700	Divers - produits a recevoir		10 871,94	-10 871,94
TOTAL AUTRES CREANCES		5 690,16	12 333,63	-6 643,47
BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS				
518700	Interets courus a recevoir	10 392,18	1 099,98	9 292,20
TOTAL BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS		10 392,18	1 099,98	9 292,20
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		5 695 761,14	5 265 547,71	430 213,43

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408100	Fournis factures non parvenues	774 868,36	1 149 001,98	-374 133,62
408101	Frs fact non parvenues redev. COV	4 536 685,84	4 603 874,59	-67 188,75
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		5 311 554,20	5 752 876,57	-441 322,37
AUTRES DETTES				
419800	Clients rabais. avoir a etablr	88 944,26	14 309,41	74 634,85
455800	Compte courant Associés Intérêts co		3 556,16	-3 556,16
TOTAL AUTRES DETTES		88 944,26	17 865,57	71 078,69
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	Personnel-det.prov.conge a payer	201 120,97	210 253,23	-9 132,26
428600	Personnel-autres charges a payer	489 800,00	476 452,40	13 347,60
438200	Org.soc.charg. s/conges a payer	98 871,07	107 124,02	-8 252,95
438600	Org.soc./autre charges a payer	157 213,68	113 340,44	43 873,24
448600	Etat - charges a payer	4 086,40	4 060,00	26,40
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		951 092,12	911 230,09	39 862,03
TOTAL CHARGES A PAYER		6 351 590,58	6 681 972,23	-330 381,65

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	Charges constatees d'avance	302 423,08	96 215,91	206 207,17
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		302 423,08	96 215,91	206 207,17
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
487000	Produits constatés d'avance	-13 606,23	-13 606,23	
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-13 606,23	-13 606,23	

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	286 174			16
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		17 305 094
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		17 305 094
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		1 000 000
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		135 494
Autres variations	1 980 115	679 632
Résultat de l'exercice		2 154 415
	SOLDE	1 989 426
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		19 294 520

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations		40 000	
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés		110 904	
Autres créances			
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		10 789	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

1 - Origine	Montant
Report à nouveau antérieur	679 632
Résultat de l'exercice	2 154 415
dont résultat courant après impôts :	
Prélèvements sur les réserves	
TOTAL	2 834 047

2 - Affectations	Montant
Réserve légale	
Réserve spéciale de plus-values à long terme	
Autres réserves	2 154 415
Dividendes	
Autres répartitions :	
Report à nouveau	679 632
TOTAL	2 834 047

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	%
Licences Végétales	7 151 491	21 151	7 172 642	5 992 413	19,70 %
Ventes de Semences	5 609 366	2 864 742	8 474 108	8 920 034	-5,00 %
Ventes de services	221 992	42 847	264 838	519 454	-49,02 %
TOTAL	12 982 849	2 928 740	15 911 589	15 431 901	3,11 %

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
REMBOURSEMENTS ASSURANCES	28 477	791
REMBOURSEMENT SUET	9 927	791
REFACTURATION ESSAIS	3 500	791
REFACTURATION PROTECTION	19 746	791
AUTRES TRANSFERTS DE CHARGES	528	791
TOTAL	62 179	

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
INDEMNISATIONS LITIGES SEMENCES	17 054	671800
VNC TABLETTE VOLEE	1 859	675200
PROVISION POUR HAUSSE DES PRIX	135 494	687300
TOTAL	154 406	
Nature des produits	Montant	Imputation au compte
PRODUIT CESSION IMMOBILISATION JOIRIS	1 500	775200
TOTAL	1 500	

Affaires bénéficiaires	Résultat global	Résultat transféré
TOTAL		
Affaires déficitaires	Résultat global	Résultat transféré
TOTAL		

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	11 343
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	31 046
TOTAL ALLEGEMENTS	42 389
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-42 389
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	163 591
Moins-values à long terme	
	163 591
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	-163 591

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
ENTAV INTERNATIONAL	100 000	40	40 000		
Domaine de l'Espiguette 30 GRAU du ROI	451 984				
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			